

**EXTRAIT DU REGISTRES DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers

En exercice: 23

Présents : 20

Votants : 22

L'an deux mille quinze

le douze octobre

le Conseil municipal de la commune de CHASSELAY

dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire,

A la Mairie, sous la présidence de M. Jacques PARIOST, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 06 octobre 2015

Présents : M. PARIOST, M. LASSAUSAIE, Mme SAINT PAUL, M.

CIMETIERE, Mme CELARD, Mme SEIGNEUR, Adjoints,

M. SORG, M. NOTTIN, Mme MEUNIER, Mme ROUBAUD, Mme

GHIRARDI, Mme KUNTZIGER, M. CESAR, Mme OBERGER, Mme

PLACE, Mme CHARRIER, M. SALOU, M. PICHON, Mme PIQUEREY,

M. ARONICA

Secrétaire Elu: M. Bruno LASSAUSAIE

Membres excusés : M. BALMONT (pouvoir à M. LASSAUSAIE), Mme
WOLF, Mme BONIN-BRESSON (pouvoir à Mme KUNTZIGER)



Objet : lancement de la révision totale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de chasselay

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 120.1, L 123.6 et suivants et L 300.2

Le PLU actuellement en vigueur a été approuvé le 08 juin 2009. Depuis, les besoins en termes d'aménagement sur la Commune ont évolué et de nombreuses modifications législatives sont intervenues (Lois GRENELLE, ALUR, Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, et MACRON).

Monsieur le maire présente l'intérêt pour la commune de reconsidérer le contenu du plan local d'urbanisme sur l'intégralité du territoire de la Commune de CHASSELAY.

1°) Les objectifs poursuivis par la Commune

Monsieur le Maire propose de définir les objectifs du nouveau PLU comme suit :

- **Elaborer un document d'urbanisme qui soit compatible avec la législation** (lois Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000, d'Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 et d'Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové du 28 mars 2014) **et les documents d'urbanisme supra-communaux** (tels que le SCOT du Beaujolais)
- **Redéfinir** les zonages, les alignements ainsi que les Espaces Boisés Classés.
- **Maintenir** un rythme de croissance raisonné et organisé le développement et le renouvellement urbain de la commune pour soutenir l'animation et la vie du village.
- **Poursuivre** la diversification de l'offre de logements en favorisant le développement d'une offre locative, ainsi que pour l'accès à la propriété pour les primo-accédant pour attirer et maintenir les jeunes ménages sur la commune, proposer des logements pour les personnes à mobilité réduite et ainsi favoriser la mixité sociale et générationnelle et soutenir le renouvellement démographique.
- **Préserver** le patrimoine architectural de la commune et la qualité du cadre de vie, avec la protection des parcs.

- **Eviter** l'étalement urbain pour préserver les espaces agricoles et naturels de la commune.

2°) Les modalités de la concertation

Conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, une concertation préalable sera organisée, associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole.

La concertation a pour objectif :

- de fournir une information claire sur le projet de PLU tout au long de son élaboration ;
- d'offrir au plus large public la possibilité de s'exprimer et d'exposer leurs attentes et leurs idées

La concertation sera organisée selon les modalités suivantes :

- L'information du public sera assurée par :
 - La mise à disposition en mairie des documents de synthèse de chaque phase (diagnostic / PADD), durant toute la phase de concertation
 - La mise en place de panneaux d'exposition en mairie, synthétisant chaque phase (diagnostic / PADD) au fur et à mesure de leur élaboration
 - La publication d'un article au moins sur le site Internet de la Commune et dans le bulletin municipal
- Le public pourra faire connaître ses observations dans un registre ouvert en mairie pendant toute la durée de la concertation.
- Deux réunions publiques d'échange et de concertation seront organisées.

Les avis exprimés et consignés feront l'objet d'un bilan formalisé qui sera présenté au Conseil municipal au plus tard lors de l'arrêt du projet et tenu à la disposition du public.

Avant l'arrêt du projet de PLU, le Conseil municipal débattera des orientations fondamentales du nouveau PADD.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité, **DECIDE DE :**

- **PRESCRIRE** la révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,
- **CHARGER** Monsieur le Maire de conduire cette procédure, conformément aux dispositions des articles R. 123-15 et suivants du Code de l'urbanisme, ainsi que d'organiser le débat portant sur les orientations générales du PADD, prévu à l'article L. 123-9 du Code de l'urbanisme,
- **APPROUVER** les objectifs poursuivis par cette révision et les modalités de la concertation préalable en application des dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme et selon l'exposé des motifs ci-dessus,
- **DEMANDER** l'association des services de l'Etat conformément à l'article L. 123-7 du Code de l'urbanisme,

- **DEMANDER**, conformément à l'article L. 123-7 du Code de l'urbanisme, que les services déconcentrés de l'Etat soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer le suivi de la procédure de révision du PLU,
- **DONNER** autorisation et pouvoir au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision du PLU,
- **SOLLICITER** de l'Etat, conformément au décret n° 83.1122 du 22 décembre 1983, une dotation pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du PLU et compenser la charge financière de la commune correspondant à la révision du PLU (articles L.1614-1 et L. 1614-3 du Code général des collectivités territoriales).

La présente délibération sera notifiée aux autorités et administrations visées par le Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département.

Chacune des formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus

Le Maire,
Jacques PARIOST

Certifié exécutoire
Reçu en Préfecture
le
Publié ou notifié
Le